

## L'ABSTENTIONNISME A BON DOS

Tel parti perd le pouvoir, c'est la faute aux abstentionnistes parce que, bien entendu, s'ils-elles s'étaient déplacé(e)s aux urnes, ils-elles auraient voté pour lui. Tel autre parti n'obtient pas la majorité absolue et doit donc composer des alliances et c'est encore la faute aux abstentionnistes. Pour tous les partis dits "démocratiques" et, pour ceux de droite, dits "parlementaires", les scores des partis extrémistes et, notamment, de l'extrême droite, sont encore dûs aux abstentionnistes... Ainsi, l'abstentionnisme a bon dos : il est le bouc émissaire auquel on fait porter la responsabilité de toutes les "défaillances" du système de représentation parlementaire. Il serait en particulier le symptôme d'un désintéressement de la politique autant que du politique, de l'inconscience politique, d'une perte, voire d'un refus des responsabilités "citoyennes"..., bref l'ennemi à abattre !

### **Il existe deux abstentionnismes, l'un positif, l'autre par défaut.**

L'abstentionnisme positif est le refus délibéré, conscient de participer aux divers scrutins du régime politique considéré, voire même, encore plus en amont, de s'inscrire sur les listes électorales. Mais, ce refus, en fait, n'est que secondaire, consécutif ; l'abstentionnisme est, d'abord, le refus du système en place. En ce sens, il est bien un acte... politique par excellence parce qu'il est fait au nom d'une autre conception du politique et, singulièrement, du mandat politique ainsi que de la "souveraineté" (au sens de liberté non...déléguable).

L'abstentionnisme par défaut est la non-participation, ponctuelle ou durable, à des scrutins en raison de l'incapacité qu'ont les votant(e)s à choisir parmi l'"offre" faite, de leur déclinaison de cette même "offre" (ce qui sous-entend que leur choix se porterait sur une autre offre, non officielle, c'est-à-dire non "légale" si elle leur était faite) ou, tout simplement, d'un désintéret à l'égard de tels ou tels scrutins parce que d'autres priorités sont faites (c'est le cas "classique" des pêcheurs-euses à la ligne !). Dans ce cas, il n'y a pas d'acte politique posé, affirmé, revendiqué mais, au plus, un "retrait" du politique. L'accusation de "dé" ou "a" politisation lancée aux abstentionnistes positifs est, à l'évidence, totalement infondée puisque les intéressé(e)s, bien au contraire, ont une action politique constante mais...dans d'autres lieux que l'isoloir (le lieu de travail, le syndicat, le milieu associatif, la rue, le voisinage, la famille...) et que leur abstentionnisme n'est jamais qu'un élément d'action (je dirais volontiers, de lutte) parmi d'autres. D'ailleurs, et en ce qui concerne l'extrême droite, ces abstentionnistes sont de tous les combats menés contre elle, voire même à leur pointe lorsqu'il s'agit de faire le "coup de poing". L'extrême droite ne naît pas du non-vote, de l'abstentionnisme mais de la logique même du système politique ainsi que de la situation sociale, économique, culturelle... de la société où elle se développe. La preuve en est que, même interdits et donc absents de l'offre électorale, les partis

d'extrême droite existent et mènent une action politique, dans la clandestinité ou au grand jour. De même, les abstentionnistes n'ont aucune influence sur les querelles intestines auxquels se livrent les partis et qui, parfois, peuvent inverser un rapport de force électorale en leur défaveur ou sur les alliances (plus ou moins sincères ou... assassines) dont les fluctuations peuvent faire imploser et donc "tomber" une majorité parlementaire ou gouvernementale. Ils-elles n'exercent pas non plus la moindre "force" sur le contexte international politique, économique, militaire, diplomatique... alors que celui-ci peut bouleverser des équilibres politiques nationaux et, de ce fait, faire et défaire des gouvernements et des parlements. Les abstentionnistes ne sont pas non plus responsables de l'effet de yo-yo dont est coutumier l'« opinion publique » du fait de la médiatisation, voire de la marchandisation non seulement de la politique mais des partis et des politicien(ne)s.

Parce qu'il ne s'inscrit pas dans mais contre le système, l'abstentionnisme n'est pas à l'origine de ses éventuels "dysfonctionnements" puisque ceux-ci ne sont jamais que le fonctionnement normal du...système. Les abstentionnistes allemand(e)s des années XXX n'ont pas été les "parents" d'Adolf Hitler et du nazisme. De même, en avril 2002, les abstentionnistes français(e)s n'ont pas enfanté Le Pen et le Front National. Dans l'un et l'autre cas, c'est le système politico-économique en place qui a engendré puis porté ces monstres sur les fonts baptismaux de la démocratie bourgeoise. C'est à lui et à lui seul d'assumer sa paternité ! Et puisque ces monstres sont les "enfants" du système - enfants qui, pour reprendre une image biblique, sont à l'image de leur créateur - :, il est illusoire de s'imaginer que c'est ce système qui éradiquera la peste brune qui se répand. Non, le système se livrera pas à l'infanticide car se serait pour lui l'aveu de sa paternité et donc de sa culpabilité.

Dans la famille démocratique- du moins telle qu'elle est dans le système actuel- on ne peut pas accepter les parents et refuser les enfants, sachant que ces derniers, parfois, jouent aux parricides : soit on accepte toute la famille, soit on la rejette dans sa totalité. Et c'est bien ce que font les abstentionnistes positifs-ves qui, considérant que, de toutes les façons, les dés sont pipés, se refusent à jouer au jeu démocratique.

Toutefois, il ne faut pas se leurrer : les abstentionnistes positifs-ves sont minoritaires (pas...un sur cent ?). Mais, bien que minoritaires, ils-elles sont... politiquement agissant(e)s à la différence de ceux-celles qui ne le sont que par défaut, par amateurisme, en dilettante. Et l'une de leur action doit justement consister à faire de cet abstentionnisme par défaut un abstentionnisme positif : un choix politique, celui d'une... autre société. Une société sans État, sans représentation parlementaire, sans parti, sans drapeau, sans frontières, sans nationalité, sans exclusive...Une société véritablement humaine, c'est-à-dire d'individus libres, égaux et fraternels. L'Anarchie ! Un tel combat n'est pas vain, illusoire. En effet, compte tenu du nombre croissant de non-votant(e)s, le jour où l'abstentionnisme positif sera le fait d'une écrasante majorité, alors ce jour sera, d'une certaine manière, le...Grand Soir puisque faute de joueurs-ses et, surtout, de spectateurs-trices, le système actuel ne pourra plus se donner

place St Aubin. Si, au fil du temps, l'affluence a connu quelques baisses, chaque assemblée voit arriver des personnes nouvelles - venant partager leurs expériences, leurs colères, leurs espoirs - et s'en trouve à chaque fois enrichie.

Ainsi, suite à la venue de salariés de l'aéronautique, des tracts ont été rédigés (par les intéressés eux-mêmes) et distribués cette semaine sur différents sites d'Airbus, appelant les travailleurs à la résistance pour lutter contre le plan Power 8 et les encourageant dans la grève sauvage comme ils ont su le faire il y a quelques semaines. De même, des solidarités sont nées avec des agents des maisons de retraites qui manifestaient le lundi de Pentecôte pour dénoncer leurs conditions de travail et le fait que le jour férié volé n'a résolu aucun problème.

Mais direz-vous, quelles sont les perspectives, les buts, les modes d'organisation ? Moi-même ou d'autres vous répondraient certainement des choses bien différentes. Une chose est sûre, ces assemblées populaires sont un espace de rencontre et de partage. Là se tissent des liens et gageons, comme me le laissent entendre les personnes rencontrées lors des différents tractages "On connaît, on en a entendu parler", que lors du prochain accès de colère, elles seront un formidable outil, non instrumentalisé et n'appartenant à aucune organisation, pour engager la résistance populaire et lutter.

Kiddam

## CHRONIQUES

### DES ASSEMBLEES POPULAIRES TOULOUSAINES

Tout a débuté le soir de l'élection présidentielle. Comme dans de nombreuses villes à l'intérieur de nos frontières, plusieurs milliers de personnes sont descendues dans la rue pour exprimer leur colère. Sans aucun mot d'ordre ni appel d'une organisation quelconque, ces mêmes personnes se sont retrouvées le lundi soir, puis le mardi, place du Capitole. C'est là, au cours de discussions fraternelles (nonobstant les lacrymogènes et les agents provocateurs de la police) que certains ont émis l'idée de se retrouver, afin de créer un espace de dialogue véritablement démocratique, avec pour objectif de préparer la résistance populaire nécessaire pour contrer le pouvoir politique fraîchement élu. Ailleurs, comme à Nantes, des initiatives similaires ont également été prises. Aux dernières nouvelles, se tenant tous les mercredis, elles réunissaient plusieurs centaines de personnes.

Il y eut donc un premier rassemblement, le dimanche 13 mai, sur la place St Aubin, en début d'après-midi. Là, étaient présents plus d'une centaine de personnes. Cette assemblée - à première vue hétéroclite - composée d'étudiants, de travailleurs et de sans domicile fixe, était animée du même sentiment, à savoir la légitimité de leur colère - par opposition à la soi-disant légitimité électorale - et la nécessité de s'organiser pour résister. Il fut donc décidé de continuer, et le prochain rendez vous fut pris pour le mardi suivant à la Chapelle - un squat culturel toulousain bien connu - toujours pour discuter et se rencontrer, mais aussi en vue de la préparation d'une manifestation le mercredi 16 mai, jour de l'intronisation de notre nouveau despote.

Si les organisations politiques avaient quant à elles appelé à une manifestation cortégiale, pour 18h le même jour, et avaient réuni un peu plus de trois cents personnes, elle s'était terminée par un "Bon, ben la manif est terminée, dispersion et à la prochaine" - ce ne sont pas les mots exacts, mais là en était bien l'essence (faute de vouloir allumer la mèche). Le rassemblement, appelé entre autres par l'assemblée, réunit quant à lui plus de deux cents personnes. A noter que la plupart des présents n'avaient d'ailleurs pas participé à la promenade pseudo revendicative habilement programmé à la hâte 2 heures plus tôt.

Donc, ensemble sur cette place et durant plusieurs heures, au grand dam de la police et malgré les provocations, nous avons discuté, par petits groupes, passant de l'un à l'autre, un débat par-ci, une discussion par-là. L'information fut donnée qu'une assemblée aurait lieu le dimanche suivant, à la Reynerie, afin de créer des liens entre le centre ville et le quartier ghetto du Mirail, conformément à la décision de la veille prise à la Chapelle.

C'est ainsi que se sont déroulées trois nouvelles assemblées populaires. Après celle de la Reynerie, vint celle d'Arnaud Bernard - un autre quartier populaire de Toulouse - puis encore une autre le week-end dernier, toujours à la Reynerie. Ainsi, au moment où j'écris ces lignes, le prochain rendez-vous est prévu de nouveau sur la

en spectacle, ne sera plus LE jeu... et tel un fruit pourri sur l'arbre, il tombera de lui-même. Une utopie ?.. Mais ne sont-ce pas les utopies qui, quoiqu'on dise, font avancer les choses ?

JC

## FOIRE AUX QUESTIONS ABSTENTIONNISTES

**S'abstenir, c'est favoriser le FN, faire le jeu du Front National ; les abstentionnistes sont les alliés objectifs du Front National.**

Petite question d'arithmétique. Les abstentionnistes ne sont, par définition, pas comptabilisés dans les résultats, ils n'influent pour personne. Par contre, les gens qui votent pour le FN sont manifestement plus attirés par la candidature de ce parti que par tous les autres partis en présence. Si des gens votent pour le FN, ce n'est donc pas à cause des abstentionnistes, mais bien parce que les autres partis n'ont pas réussi à les convaincre de voter pour eux ! Quand on sait qu'il y a 25 ans, le FN n'existait pas électoralement, quand on sait que des propos à caractère raciste sont régulièrement prononcés par des politiciens de tous bords (de droite ou de gauche ; n'oublions pas que c'est le PCF qui, le premier, a relancé la question d'un « problème » de l'immigration, en rasant au bulldozer un foyer de travailleurs immigrés en construction à Vitry, en 1981...), quand on sait que ces politiciens une fois au pouvoir font tout pour s'attirer à eux les électeurs frontistes en préférant s'attaquer aux sans-papiers plutôt qu'aux inégalités sociales, on peut clairement affirmer que les responsables de ce vote sont les partis qui ont perdu leurs électeurs au cours de ces dernières années ! Entre « lepnisation des esprits », non-respect des promesses électorales par la droite comme par la gauche en matière sociale, il n'y a pas de quoi s'étonner de voir les idées du Front National se banaliser et les partis traditionnels perdre tout crédit aux yeux d'une frange non négligeable d'électeurs...

Par ailleurs, si l'objectif est vraiment de bloquer le FN pour qu'il n'arrive pas au deuxième tour, il faut être réaliste : la seule solution est le « vote utile » au premier tour. Ainsi, les électeurs de gauche qui ne votent pas pour le PS (et le choix des partis de gauche est important) sont bien plus objectivement responsables de la présence du FN au second tour que les abstentionnistes ! En n'assurant pas l'union de la gauche, ils affaiblissent le candidat le mieux placé pour atteindre le second tour, et accroissent ainsi les risques de renouveler une situation identique à 2002. Les attaques anti-abstentionnistes sont particulièrement inacceptables venant de leur part !

Dire enfin que les abstentionnistes favorisent le FN, c'est tabler sur le fait que si les abstentionnistes votaient, ce ne serait pas pour le FN. Rien ne permet pourtant de l'affirmer ! Ceux qui mènent campagne pour l'inscription sur les listes électorales, de l'UMP à la LCR, eux, invitent les gens à voter EN SOI, donc prennent le risque de

faire passer des gens du statut d'abstentionniste à celui d'électeur lepéniste...

### **Pourquoi ne votez-vous pas pour le moindre mal alors, pour barrer la route à Sarkozy et Le Pen ?**

Comme nous l'avons dit, si on veut barrer la route à Sarkozy et à Le Pen, il faut voter pour la candidate du Parti Socialiste (ou pour François Bayrou ?). Il ne faudrait pourtant pas oublier que le parti socialiste a déjà beaucoup eu le pouvoir ces 25 dernières années. L'espoir suscité par l'élection de Mitterrand en 1981 était fort ; les nombreux déçus de cette élection s'en souviennent encore. « Celui qui n'est pas anticapitaliste ne peut pas être au Parti Socialiste », clamait pourtant Mitterrand quelques années avant... On a vu le résultat : aggravation des problèmes sociaux, du chômage et de la précarité ; diffusion des thèses de l'extrême droite, reprises pour certaines par les partis 'traditionnels' de droite comme de gauche, avec pour conséquence un durcissement permanent de la répression... Voilà le bilan que l'on peut tirer de ces 25 dernières années, quel qu'ait été la couleur du gouvernement. Nous jeter dans les bras des sociaux pour éviter Sarkozy ne résoudra rien.

Ségolène Royal propose la création de 500000 « emplois tremplins » pour les jeunes. On sent bien là revenir l'idées des emplois jeunes, ressortis sous un nouveau nom ; ou comment rayer des listes du chômage un certain nombre de personnes en leur plaçant des emplois précaires. Royal promet également un SMIC à 1500 euros, dont on ne sait pas s'il s'agit du revenu brut ou net, mais pour lequel il existe surtout une close permettant à la candidate de ne pas respecter son engagement, avec ce « dès que possible » traduisant bien la timidité de notre socialiste... Quelle véritable différence avec la politique du quinquennat qui s'achève ? Est-ce là tout ce que la gauche a à nous proposer en réponse à la droite ?

Ces cinq dernières années nous ont montré à quel point le PS s'accordait en silence avec la droite sur l'essentiel des réformes menées, tant l'opposition s'est fait discrète. Quand cela n'a pas été le cas, comme en 2003 avec la mobilisation contre la réforme des retraites, c'est pour finalement entendre aujourd'hui, de la bouche de Jean-Marc Ayrault sur France 3, que le PS ne reviendra pas sur cette réforme car il est des sujets sur lesquels il faut savoir avancer [1]. La candidate socialiste ne dit pas un mot sur les lois sécuritaires de Sarkozy, il semble évident qu'elle ne les abrogera pas. En fait, la seule chose sur laquelle elle compte revenir, c'est le CNE. Il y a fort à parier que sans la forte mobilisation étudiante et lycéenne du printemps 2006, le sujet serait tombé aux oubliettes : si on n'a pas beaucoup entendu les socialistes quand le CNE est passé (hors une journée de mobilisation le 4 octobre), ils ont par contre été contraints de prendre la parole lors du CPE car les lycéens et étudiants ne les avaient pas attendu pour protester ! Le seul rôle des socialistes a alors été de réduire les revendications au seul retrait du CPE, de tenter de manipuler la lutte en en décrétant la fin, et de récupérer des voix pour 2007... On se souvient de Ségolène Royal déclarant aux lycéens qui s'offusquaient que certains de leurs camarades aient écopé de deux mois

pour ce gauchisme avec ses slogans incantatoires qui se réapproprient symboliquement les actes d'autrui. Le gauchisme pense innover en dénonçant les manifestations « traîne-savates » [4], quand il ne comprend même pas que les débordements sont devenus du spectacle, dont le régisseur est le système : les manifestations sont un enclos où le loisir consiste à assouvir une décharge émotionnelle (sorte de catharsis). Pour résoudre sa dissonance, le gauchisme est obligé de travestir la réalité. Son niveau d'analyse s'évaluerait-il à la toute-puissance du désir fantasmé [5] ? D'autre part, le pouvoir sait jouer de sa suprématie en disposant de moyens répressifs importants : hommes, équipements, finances, etc. Il tire actuellement un avantage de la situation. Est-il besoin d'avoir un nouveau Vital Michalon [6] ou Malik Oussekiné ?

Pourtant, la tendance peut s'inverser. Sur le plan territorial, l'affrontement doit échapper à l'adversaire : le centre-ville sous vidéosurveillance représente par exemple un guet-apens. Le bon sens suggère de l'esquiver. Anticipons au lieu de reproduire instinctivement des schémas obsolètes, tout en évitant le « *bougisme* » (le mouvement pour le mouvement). Il est important d'émettre l'idée de déconcentrer pour démultiplier (occuper plusieurs sites simultanément). Ce qui sous-tend de redéfinir clairement la portée et l'enjeu de l'action en elle-même, tout en discernant l'intérêt et la limite du spontanéisme. Il faut donc savoir aussi disparaître au bon moment pour mieux réapparaître ultérieurement : désertier pour mieux conspirer, si on préfère. Tout cet ensemble tactique est usuel à l'union locale CNT-AIT de Caen : diverses luttes de chômeurs, de précaires, d'intermittents ...

Gageons que des individus renouent avec l'esprit du mouvement de lutte du printemps 2006 qui s'est inspiré sans le vouloir de l'ancienne tradition du mouvement ouvrier : les occupations diverses, les blocages et les dégradations des flux économiques, la libération du carcan de la routine bourgeoise, la remise en cause du travail salarié, etc.

Est-ce la veille d'une lutte continue ? On verra bien ! De toute façon, il est trop tard pour se morfondre.

Paul Anton

[1] Précurseurs de la social-démocratie réformiste et chauvine. [2] NEP : nouvelle économie politique, réintroduction de la propriété privée dans la Russie bolchevique. [3] Cahier 39 : « Quelques réflexions sur la révolte des banlieues d'automne 2005 ». [4] Terme déjà usité dans les années 70, « L'autonomie, le mouvement autonome en Italie et en France ». [5] Problématique abordée dans le cahier 38 : « Autonomie populaire et désobéissance civile : les autoréductions en Italie ». [6] Tué par un tir tendu de grenade lacrymogène à la manifestation anti-nucléaire de Creys-Malville en juillet 1977.

ont été mis en porte à faux entre le désaveu de la machinerie institutionnelle et le choix de la désobéissance civile. Cependant, cette dernière n'a pas atteint la même amplitude que les événements de Kabylie en 2002 avec les attaques des symboles du pouvoir (mairies, tribunaux ...).

Deux manifestations auront lieu les jours suivants. De nouvelles interpellations s'en sont suivies. Il est difficile d'établir un chiffre exact de la répression tant les avis sont divergents. En tout cas, la répression est parvenue à atteindre son effet dissuasif. Ces manifestations n'ont pas dépassé le millier de personnes et ont été complètement décousues.

Cela s'explique par le manque d'objectifs clairs et le non-dit de ce milieu militant de gauche de vouloir servir son propre intérêt : ramener la colère dans le vote des législatives. En répondant avec une logique similaire à celle du sarcopte (les tensions et le passionnel – se rapporter au texte « Le morne rideau spectaculaire »), il a utilisé de façon intentionnelle le contexte au moment où le front national semble moribond et son chef de plus en plus gâteux par cette comparaison grotesque : le sarcopte est le duce ou le führer. Car il lui est nécessaire de conserver une part du marché électoral, du jeune baba-cool à l'alter-mondialiste en passant par le red-skin. Sauf que ces derniers oublient qu'il ne faut pas cantonner le fascisme à l'extrême droite, à moins de falsifier les faits sociaux-historiques.

Concernant la néo-gauche, elle n'a pu s'empêcher de nous refaire son numéro. Celle-ci va-t-elle tomber de Charybde en Scylla en exhortant à suivre les prédications d'un facteur ? Rappelons qu'Olivier n'avait eu guère d'imagination après le premier tour en appelant à voter Dame Royal, la digne héritière des « *Plekhanov* », « *Bernstein* », « *Kautsky* » [1], etc. Et ce n'est pas Arlette qui oserait démentir. Pour son baroud d'honneur, la passionaria du bolchevisme français a valorisé un retour à la NEP [2] plutôt que la sédition contre le capital. Cette manœuvre préfigurait son ralliement à Dame Royal. Ce n'est que l'aveu cinglant d'une droitisation de son discours : Arlette ne rejoindra pas Lénine dans son mausolée. Ainsi, ces deux partis, qui se réclament du trotskysme, n'ont rien trouvé de mieux que de raviver un front uni de gauche contre Sarkozy. C'est dire que la tactique trotskyste n'a pas changé d'un iota depuis l'entre-deux guerres. Le trotskysme serait-il condamné à s'inscrire dans la répétition continuelle d'actes manqués ? Il suffit de s'en convaincre en relisant ses prises de position pendant la révolte des banlieues d'automne 2005 [3], ainsi que de prendre acte de son attitude lors du mouvement de lutte du printemps 2006. Il est aisé de comprendre que l'épithète révolutionnaire n'a désormais plus qu'une connotation péjorative. Reste à savoir si la mouvance trotskyste compte s'affranchir de sa direction. Car ce n'est pas avec une journée de vigilance, se traduisant par une manifestation de plus comme toutes celles des années précédentes, que la puissance du capital risque de s'effondrer.

Dès lors, on ne peut se soustraire à une critique de ces manifestations réduites à un cérémonial d'où il ne ressort presque aucune perspective, à part pour ce milieu militant de gauche qui aime à se complaire dans un narcissisme politique, y compris

de prison ferme après les manifs anti-CPE, et alors même que ce n'étaient pas des « casseurs » : « Il faut savoir prendre son risque. C'est ça, les luttes ! » [2]. En fait, cela rappelle l'attitude traditionnelle de la gauche depuis le célèbre « Il faut savoir arrêter une grève » de Maurice Thorez en 1936... Sauf que contrairement à cette époque, le Front Populaire (rebaptisée gauche plurielle de nos jours) était dans l'opposition en 2006 ! Si même dans l'opposition, la gauche plurielle fait preuve de tant de lâcheté, que peut-on en attendre une fois au pouvoir !!??

Les dirigeants du PS, comme tous les politicards, veulent le pouvoir pour eux-mêmes. On sait par expérience que ce parti ne réalise pas ses promesses. En 1997, les socialistes ont mené campagne sur trois thèmes principaux : l'emploi, la santé et l'éducation. « Quelques semaines plus tard, le premier ministre Lionel Jospin, dans son discours d'orientation générale, annonçait finalement " 2 priorités : l'emploi et la sécurité " » [3]. Concernant l'emploi, la mise en place des emplois jeunes, précaires à souhait, et le passage aux 35 heures présenté comme une mesure de progrès social et qui permet en fait aux employeurs, grâce à l'annualisation du temps de travail, de bénéficier de plus de flexibilité dans l'usage de la main-d'œuvre. Concernant la sécurité, criminalisation des gens vivant en banlieue, entretien de l'amalgame entre immigration et insécurité cher à Le Pen, les premières lois sur la sécurité quotidienne (comme les 10 amendes RATP en une année qui conduisent en prison [4])... Sarkozy a un discours beaucoup plus direct, mais le « racaille » dont pas mal de monde s'est indigné est-il si différent sur le fond des « sauvageons » de Chevènement ?

En septembre 1997, l'abrogation des lois Pasqua promise trois mois plus tôt a cédé la place à la loi Chevènement, poursuivant la persécution dont les sans-papiers sont victimes. Le ministre de l'intérieur de l'époque a également transformé en délit le fait, pour un passager, de se solidariser avec les expulsés [5]. Comment prendre au sérieux les déclarations du PS ces derniers jours à propos de la mise en garde à vue d'une directrice d'école qui s'est solidarisée avec un sans-papiers arrêté par la police ? Quand il est au pouvoir, le parti socialiste arrête et expulse de la même manière. Qui croit franchement qu'avec la gauche au pouvoir, les flics seront moins arrogants, moins méprisants ?

A ce propos, touchons un petit mot au sujet des communistes. Ils ont beau aujourd'hui discourir sur les services publics, sur le caractère répressif de Sarkozy, ou encore sur le droit au logement (à Levallois par exemple) ; il n'empêche que, tout comme pour les socialo, la réalité parle pour eux : ils ont participé au gouvernement Jospin, qui a plus privatisé que le gouvernement Jupé qui le précédait. Concernant la police, l'affiche « Pour la sécurité » de la campagne de Marie George Buffet en 2007 est éloquente : la deuxième promesse que l'on peut y lire est l'augmentation des effectifs de police et de justice ! Enfin, si le PCF discourt contre les expulsions, là où il est aux affaires (quand il est au gouvernement, à Montreuil...) il n'a aucun problème à en pratiquer, envoyant les flics réprimer les solidaires des personnes expulsées. Au PC, aux Verts comme au PS, on est donc en permanence dans le double discours et le mensonge.

Sur le plan international, la France se targue d'être un modèle de démocratie, pourtant tous ses chefs d'État, de gauche comme de droite, sont liés plus ou moins intimement avec les dictateurs qui pullulent sur terre. Mieux encore, la France fait partie des premiers pays vendeurs d'armes au monde. Et quand Ségolène Royal parle de « développement partagé », ce n'est pas parce qu'elle considère les guerres et la misère qui ravagent notre planète comme un dramatique problème qu'il convient de régler au plus vite, mais parce qu'elle veut réduire l'immigration, considérée comme un problème, voire par certains comme étant le problème à l'origine de tous nos malheurs. L'aide aux pays pauvres n'est que la solution pour régler le « problème » de l'immigration ! Ce n'est, ni plus ni moins, que ce que dit le Front National, dont tous les partis ont de moins de moins de scrupules à reprendre les propos et à les banaliser. Les partis 'traditionnels' ont en effet beau feindre de se démarquer du FN, ce dernier ne leur sert pas moins d'épouvantail bien pratique pour inciter les gens à voter pour eux, et ils ne font finalement qu'atténuer et adoucir les idées du FN pour mieux se les approprier, parlant des étrangers comme des « misères du monde ».

Une petite remarque historique : c'est une assemblée majoritairement de gauche qui a donné les pleins pouvoirs à Pétain en 1940 : sur les 669 députés et sénateurs présents, 569 votent les pleins pouvoirs (la droite, la majorité des socialistes et des radicaux), 20 s'abstiennent et 80 votent contre (parmi eux, 36 socialistes et 13 radicaux). 170 parlementaires de la SFIO, le PS de l'époque, ont ainsi accordé les pleins pouvoirs au maréchal. Ce qui est intéressant, c'est de lire la façon dont le PS justifie cela aujourd'hui, sur son site Internet [6] : « L'opinion des parlementaires socialistes est alors, hélas, le reflet de l'opinion générale du pays. » Si les élus socialistes, finalement, ne sont pas capables de tenir le cap qui est le leur en défendant leurs idées, et cèdent à l'air du temps quand celui-ci se fait droitier, alors à quoi bon voter pour eux ?

A l'heure qu'il est, l'Assemblée Nationale vient de voter une augmentation de revenus à l'unanimité : la leur. Si ces gens, de l'UMP ou du PS, ne règlent pas les inégalités sociales, ils n'ont aucun problème à prolonger la durée pendant laquelle ils pourront toucher des indemnités parlementaires fort grassouillettes s'ils ne sont pas réélus en juin prochain. Au lieu de percevoir des indemnités pendant 6 mois, ils les toucheront désormais pendant... 5 ans ! [7] Ces salopards de l'UMP et du PS ne sont ni de droite ni de gauche, ils sont du pouvoir. Nous n'avons rien à voir avec eux, ce n'est pas en soutenant un clan contre un autre (le PS contre l'UMP) que nous sortirons de la situation qui est la notre mais par la lutte. Ne donnons pas une seule voix à ces pourris !

### **Mais pourquoi ne votez-vous pas alors pour l'extrême gauche ?**

En effet, si l'on n'est pas satisfait des politiciens à la droite du PCF qui ont participé au gouvernement dans les années récentes, pourquoi ne pas se rallier au vote d'extrême gauche ?

CMU n'ont jamais pu cacher, sauf aux bobos, l'âpreté au gain et le cynisme affairiste des socialistes. Blair en Angleterre, Zapatero en Espagne, ou même le lobby démocrate américain, tous ces clans se drapant de socialisme, d'idées dites de gauche ou de démocratie ne sont en fait que des cliques d'arrivistes prônant chacun à leur manière le maintien de l'ordre des choses dans ce vieux monde blanc finissant. La manière forte et provocatrice d'un sarko ne doit pas faire oublier la façon sournoise et servile, mais tout aussi liberticide, d'une ségo pour garantir à la bourgeoisie le maintien voire l'accroissement de ses privilèges.

Enfin, histoire de les provoquer un peu, de leur mettre le doigt sur les limites de leur soit disant indignation, il serait plaisant de leur faire un petit cours d'histoire, de leur rappeler que les changements radicaux de société ne se font jamais dans les urnes, mais dans les rues, que la pratique de la démocratie ne se limite pas à la fréquentation des bureaux de vote, mais exige un engagement bien plus grand, et plus constant. La désobéissance civile, le sabotage, la réappropriation, les comités de lutte, les assemblées populaires, les grèves générales et non corporatistes, les réseaux de solidarités, voilà des chemins de démocratie, voilà des armes aiguisées pour abattre la classe dominante.

Mais peut être que ces anti-sarkosistes là, à l'indignation si bruyante, ne veulent au fond pas vraiment changer le monde, mais seulement changer de maître.

Paul

## **LUTTE CONTINUE ?**

Le 6 mai 2007, au soir du second tour, des individus s'étaient donnés le mot pour se rejoindre place du théâtre. En un laps de temps assez court, des centaines d'individus ont envahi ce lieu. C'est alors qu'une manifestation sauvage a spontanément pris forme, comptant environ deux mille personnes au plus fort avec pour cris de guerre : « Sarkozy au kärcher ! », « Résistance ! » et le très discutable « Sarko facho, le peuple aura ta peau ! ». Il n'en a pas fallu davantage pour que les coquins de l'UMP fuient lâchement les rues de Caen. Après une halte devant leur QG de campagne, la manifestation est allée devant le local de l'UMP. Là, quelques jets sporadiques ont eu lieu, tandis qu'une bonne partie de la manifestation s'est étiolée. Au bout d'une heure de présence, la flicaille s'est mise à charger, ce qui a provoqué quelques escarmouches dans le centre ville et qui se sont soldées par douze interpellations. Certes, si Dame Royal avait été élue, la rue aurait été moins animée. Les politiciens ne s'attendaient pas à une telle réaction émotionnelle d'une frange de la population. Ces mécontents, éclectiques sur le plan sociologique (de la classe moyenne à la classe populaire : lycéens, étudiants, précaires, travailleurs, ...), se sont brusquement aperçus que la légalité républicaine ne protégeait pas du moins pire. Ils

## LA PETITE COLERE DES ANTI-SARKOS

Ils sont pour la plupart déçus, dépités, outrés, indignés, apeurés, découragés. Les plus hardis sont en colère, les plus sincères ont la rage. Après les antifachos, ces folkloriques chasseurs de F-haine, voici les antisarkos, les défenseurs-citoyens de la démocratie volée. Ils ont hurlé à la liberté par les urnes, sillonné les banlieues et envahi les ondes en encourageant les jeunes à aller s'inscrire sur les listes électorales. Ils n'avaient à la bouche que les gros mots de citoyens, de droit de vote, de majorité populaire et d'élection. L'abstentionniste était un paria, un irresponsable, un traître, un complice du sarko-facho. Le peuple black blanc beur allait faire barrage au petit facho. Et patatras ! Sarko et sa clique ramasse la mise et haut la main ! Une majorité des votants préfère une France policée, capitaliste, et raciste. Les démocrates de la belle gauche sont pantois ! La démocratie les a roulés ! Mais cela ne fait rien. Indécrottables, pour les législatives à venir, ils vont y aller encore une fois, la silhouette voûtée, la mine défaite, mais la main toujours docile pour parachever leur défaite. On a vu les plus enragés venir au soir du second tour se frotter aux flics et hurler leur colère. Braves citoyens de cette ultra gauche humaniste et naïve par commodité, à peine découvrent-ils que la sociale démocratie n'a rien à voir avec la liberté et la fraternité, qu'ils pensent déjà à retourner voter, histoire de sauver leur gauche, celle qui leur promettait des militaires dans les écoles, la chasse au sexe, le flicage des familles, le travail obligatoire et la carte d'identité pour les chiens. Il conviendrait pourtant, une fois encore, de leur remettre les points sur les "i" à tous ces citoyens amnésiques.

Et en premier lieu, il faudrait leur rappeler que les hommes politiques dans une telle démocratie ne sont pas les décideurs, mais les employés dociles et avides de la classe dominante. Un peu des DRH de sociétés blanches occidentales. Comme l'a dit Laurence Parizot, matrone du Medef, "voter comme vous voulez puisque les deux candidats sont favorables à une économie de marché". Leur fonction : assurer l'ordre social nécessaire au bon fonctionnement du marché. Ni plus, ni moins. Dans le monde de la marchandise, la démocratie parlementaire est avant tout un moyen de police permettant de façon économe et efficace de faire fonctionner le vaste marché des citoyens/producteurs/consommateurs. Spectacle de la démocratie pour donner à l'individu l'illusion de choisir sa vie, force de répression omniprésente au nom même de cette parodie de démocratie menacée, voilà la réalité de ce monde.

En second lieu, il serait utile, quoique un peu dérisoire, de leur rappeler que la gauche sociale qu'ils appelaient tant de leur vœux, pardon de leur vote, a été dans le domaine de la domestication des peuples et de la glorification du profit individuel tout aussi performante que la droite. Rappelez-vous, sous le règne de François 1<sup>er</sup> dans les années 80, on parlait de la décennie "fric". Comme le disait Tapie, le miterrendo-sarkosiste, en dessous de cent patates, t'es rien ! L'abolition de la peine de mort ou la

Il faut d'abord partir d'un constat simple : La croyance de leur part en la 'neutralité' de l'État, qui pourrait, entre leurs mains, devenir un outil de défense des travailleurs, constitue déjà en soi une incontestable frontière entre l'extrême gauche et les anarchistes dont nous sommes. De notre point de vue, la nature oppressive de l'État -qui ne défend que les intérêts d'une oligarchie en place-nous empêche clairement d'envisager qu'un changement social réel puisse intervenir en dehors de sa destruction.

Les militants d'extrême gauche, contrairement aux anarchistes, ne cherchent pas à développer l'autonomie des luttes, en s'accommodant parfaitement de rôles dirigeants. Ils estiment en effet que le problème de l'organisation des opprimés réside dans le fait qu'ils sont mal dirigés (direction qu'il convient de remplacer), et non dans l'existence même de structures hiérarchiques. Cette lutte pour le pouvoir a pour conséquences le même genre de bassesses et de manœuvres que celles auxquelles les politiciens plus traditionnels sont habitués. Cette recherche du pouvoir se traduit évidemment dans les luttes, ce que quiconque a déjà pu constater s'il a participé à un mouvement social : encadrement des manifs, manipulation des AGs, tentatives de prise de direction des mouvements... Tout cela aboutit à la désresponsabilisation des gens en lutte, réduits comme dans la vie courante à 'participer passivement', ce qui est à des années lumières de l'auto organisation que nous souhaitons promouvoir, seule garantie pour chacun de faire valoir son point de vue, à égalité avec ses compagnons de lutte ; seul moyen également d'assurer une véritable force collective.

Les programmes présentés par les partis d'extrême gauche ont de toute façon abandonné toute portée révolutionnaire. On nous y parle de nationalisations (comme le PS en 1981), on prône le retour aux 37,5 annuités pour tous (ce qui correspond à ce que connaissait le secteur public il y a seulement 5 ans), on nous parle de taxer fortement le capital sans jamais remettre en cause l'existence même des firmes multinationales dont il est question, sans interroger non plus la production réalisée, ni donc remettre en question la croissance, le travail, et la finalité de celui-ci ; il n'y a aucune rupture avec l'idéologie positiviste qui veut que le « progrès » technique et scientifique soit nécessairement bénéfique à l'humanité. Ainsi, Arlette Laguiller se prononce pour la poursuite du nucléaire. On critique la « police du capital » tout en demandant l'établissement d'une « police de proximité » de manière bien floue. Au détour d'une interview, on nous dit que les sans-papiers doivent être régularisés car ils sont... utiles pour les français ! [8] Par anti-américanisme primaire et de manière absolument contraire à la position de classe propre aux révolutionnaires, on condamne l'arme atomique, mais on prend position pour le droit de l'Iran à en disposer [9]. On demande enfin un SMIC à 1500 euros et une augmentation de tous les salaires de 300 euros, ne remettant ainsi aucunement en cause la hiérarchie salariale et les inégalités qui en découlent au sein de la société... Bref, de deux choses l'une : soit nos partis d'extrême gauche ont perdu toute ambition révolutionnaire (voir à ce sujet la partie « utopie » plus bas), soit ils nous prennent pour des imbéciles incapables de comprendre et de s'approprier un discours rupturiste ; dans un cas comme dans l'autre,

ce n'est pas avec ces gens-là que nous pourrions retrouver l'espoir d'un changement radical, et ce d'autant plus lorsque ceux-ci acceptent de tomber dans la démagogie, au même titre que tous les autres candidats, tel Olivier Besancenot (LCR) déclarant sur France 2 que la fortune de Zidane ne le dérange pas car le footballeur n'a exploité personne à part son ballon pour en arriver là [10].

### **Vous ne proposez rien...**

Si on entend par là « proposer un programme clé en main pour changer la société », oui, c'est vrai. Nous ne sommes candidats à rien, nous faisons simplement le constat que cette société ne nous convient pas et que nous souhaitons la combattre. Nos analyses et notre vision du monde nous conduisent à proposer des principes de base sur lesquels faire reposer nos actes : refus de la hiérarchie, solidarité, égalité, liberté. Pour le reste, c'est à chacun d'envisager l'avenir qu'il souhaite et à s'organiser pour œuvrer à sa réalisation. Nous cherchons simplement à promouvoir l'autonomie [11], seule à même de garantir, sur la base des principes éthiques sus-cités, une émancipation de l'humanité dans une égale considération pour tous et toutes.

### **Vous êtes utopistes de toute façon.**

Certes, le rapport de force idéologique et pratique n'est pas en faveur des révolutionnaires, loin de là. Pourtant, plus nous serons nombreux à refuser l'idéologie dominante, les inégalités sociales, le nationalisme... et plus les luttes seront fortes et auront des chances d'aboutir. Il ne tient qu'à nous tous de prendre nos responsabilités et de savoir ce que nous voulons, pour agir en conséquence. En se disant que les aspirations émancipatrices sont justes mais utopistes, et donc en restant les bras croisés, on est sûr que les ambitions révolutionnaires resteront à jamais le songe de quelques personnes.

Il serait plutôt intéressant de se poser une autre question : l'utopie, ne serait-ce finalement pas de vouloir vivre véritablement mieux dans ce système autoritaire et capitaliste ? [12] Autrement dit, la véritable utopie ne réside-t-elle pas dans le fait de penser pouvoir changer quelque chose par le vote ? Nos dirigeants nous disent que s'abstenir, c'est laisser les autres décider pour nous... pourtant, la réalité est exactement inverse : voter, ce n'est que choisir ceux qui vont décider pour nous. Par ailleurs, le système est tellement verrouillé dans l'intérêt des classes dirigeantes qu'il est invraisemblable de croire que des élus sincèrement anticapitalistes puissent accéder au pouvoir, rester intègres, et mener leur politique. [13]

Comme le souligne l'excellente revue Ni Patrie Ni Frontière : « J'avais cru comprendre que les révolutionnaires souhaitaient faire vivre et prospérer d'autres structures que le Parlement : conseils de quartiers et d'usine, commissions de travailleurs, associations de locataires, de paysans producteurs, et j'en passe. Pourquoi passer cet aspect essentiel sous la table ? Parce qu'il est utopique dans la situation actuelle ? Franchement pas plus utopique que de réclamer « l'interdiction des licenciements », « la levée du secret bancaire », l'« ouverture des livres de comptes »

démocratie parlementaire, les pleins pouvoirs au Maréchal Philippe Pétain ; certains refusèrent de reconnaître ce vote constitutionnel et se placèrent ouvertement hors la loi. Parmi eux, il y eût, bien sûr, De Gaulle, lequel, le plus anti-démocratiquement du monde, et de façon extrêmement minoritaire, proclama à ce moment-là "La France a perdu une bataille ! Mais la France n'a pas perdu la Guerre". Il devenait ainsi un général félon... ce qui devait le conduire, quelques années plus tard, à gouverner ce pays et à proclamer la Constitution en fonction de laquelle Sarkozy vient d'être élu ! Ces faits historiques montrent tout simplement qu'au-dessus de la loi du nombre, il y a l'immanence des idées.

Soulignons enfin que la Constitution de 1793, celle qui exprime certainement le mieux l'esprit de la République française naissante, ne dit pas autre chose : les règles du jeu politique sont faites pour être bousculées : "Quand le gouvernement viole les droits du peuple, affirme-t-elle avec beaucoup de conviction, l'insurrection est le plus sacré des devoirs". Qu'on se le dise !

### **Au-delà de la loi du plus fort**

Le pouvoir a une tâche très précise ; c'est le contrôle des populations. Entre autres, il lui faut absolument éviter des mouvements révolutionnaires qui se dresseraient contre la misère, la faim, la destruction de la planète.

Pour cela, il dispose certes de moyens technologiques et humains de plus en plus importants, et surtout de plus en plus sophistiqués.

Mais l'expérience montre que tous ces moyens ne sont rien s'ils ne sont pas appuyés sur une action idéologique. Au-delà de la loi du plus fort, il y a la conséquence de cet axiome qui dit qu'à la longue, l'épée est toujours vaincue par l'esprit. Il convient donc, pour le pouvoir, de se maintenir à la fois par l'épée et par l'esprit. Quand, par exemple, Nicolas Sarkozy sacrifie au mythe fondateur du gaullisme - la Résistance - il ne fait pas autre chose que d'étayer les bases du pouvoir : la morale de la bourgeoisie justifie la force qu'elle va employer pour défendre ses privilèges. Il résulte de tout ceci qu'un mouvement révolutionnaire peut se satisfaire d'une faiblesse de moyens mais jamais d'une faiblesse d'idéaux. Que la clarté, la cohérence sont ses armes. Le pouvoir peut être infiniment plus fort, il peut faire preuve d'une férocité inouïe pour défendre le capitalisme ; jamais il ne faut lui abandonner le terrain de la légitimité. C'est précisément en cela, que les para libertaires et l'extrême-gauche ont été et sont les complices du pouvoir. En caricaturant et en désavouant les manifestants du 6 mai au soir, ils ont octroyé au pouvoir cette légitimité qu'il recherche en permanence. Au contraire, les manifestants qui se sont placés au-delà de la loi du nombre, au-delà de la loi du plus fort, se sont dressés pour la défense de grands principes et de grandes valeurs. Spontanément, ils ont retrouvé les caractéristiques historiques d'un renversement futur de situation.

Jacques (CNT-Toulouse)

jours suivants. De même, caricature et réductionnisme étaient de mise pour une certaine extrême-gauche jusque dans ces confins para-libertaires. Effrayée de son ombre, elle a aussitôt évoqué les "totos" (les autonomes) comme étant le facteur du trouble. Or, dans la rue ce soir là, il s'agissait non de militants mais de jeunes électeurs qui "y ont cru". Le résultat leur a été une déchirure, car pendant des semaines, chauffés à blanc par les porte-parole de la gauche et de l'extrême gauche, ils ont sincèrement cru que cette élection était un rempart - le rempart - contre le fascisme. Leur révolte est dès lors la réaction viscérale de ceux qui se sentent pris au piège, acculés au désespoir. Quand ils descendent dans la rue, c'est la douche froide : les leaders gauchistes, Monsieur Besancenot en tête, font immédiatement savoir combien ils désapprouvent toute manifestation. Evidemment, le danger fasciste n'est pour eux qu'un argument de foire électorale. Une fois l'élection passée, il est rangé dans le sac de l'attirail foireux, jusqu'à la prochaine. Quant aux représentants avoués de la bourgeoisie - du PS à la droite - ils ont surtout cherché à minorer les faits. Ne pensons pas que cette indigence de l'analyse soit fortuite ; tous ces gens, politiciens et syndicalistes, vivent des avantages de la représentation et de la visibilité que leur offre la démocratie bourgeoise. Or, les manifestations du 6 mai sont une remise en question de ce système. Et si le pouvoir et ses porte-parole ont tour à tour caricaturé, désapprouvé ou minimisé le 6 mai, c'est bien parce qu'ils ont tout intérêt à refermer ce qui pourrait bien s'avérer devenir pour eux une boîte de Pandore.

### **Celui qui refuse une défaite n'est pas vaincu**

Pourtant, l'histoire est riche de ces révoltes contre l'ordre, les fausses évidences et les lois établies.

En 1812, lorsque le tyran Napoléon entra dans Moscou, il s'attendait à ce que le Tsar, autre tyran, reconnaisse sa défaite. C'est par de telles soumissions qu'il avait clôturé les précédentes campagnes de la Grande Armée. Il suffisait à ce formidable instrument de la politique impérialiste française d'occuper la capitale de l'ennemi pour que celui-ci s'avoue vaincu et jette l'éponge. Contrairement au scénario habituel, la prise de la capitale russe n'eut pas ce résultat. Au contraire, bousculant les règles du jeu, la population russe déserta la ville de Moscou et mis en pratique la politique de la terre brûlée. L'empereur français se fâcha très fort "Ils ne peuvent pas me faire ça, aurait-il pu dire, ils n'ont pas le droit d'aller contre les lois de la guerre !". Résultat : la débâcle, la célèbre retraite de Russie, provoquée par cette attitude iconoclaste des russes qui ne respectaient pas les lois du genre. Une débâcle qui devait entraîner d'autres pour ne s'arrêter qu'en 1814, par l'abdication pure et simple du Napoléon en question.

Ainsi, en politique, il n'y a de victoire que lorsque l'adversaire s'avoue vaincu. Le refus de la défaite est bien souvent le prélude d'un renversement de situation. C'est exactement ce qui se produisit en 1940. Alors que le 9 juillet, conformément à la Constitution, les Chambres s'étaient réunies séparément pour approuver une nouvelle "loi constitutionnelle" et donner, selon les règles de la

et autres mesures totalement impossibles à imposer sans une situation pré-révolutionnaire. » [14]

CNT-AIT Paris Nord

[1] France 3 : « Français votez pour moi », 5 mars 2007

[2] Le Monde, 4 avril 2006

[3] Pierre TEVANIAN et Sylvie TISSOT, Dictionnaire de la lepénisation des esprits, L'esprit frappeur, édition 2002, page 15.

[4] Depuis le vote de la Loi de sécurité quotidienne en novembre 2001, la fraude par habitude - 10 amendes en moins d'un an - est passible de six mois de prison et 7500 euros d'amende.

[5] Les délits de « complicité de refus d'embarquer » et « entrave à circulation d'aéronef » ne s'appliquaient pas auparavant aux passagers qui protestaient contre les expulsions

[6] [[http://centenaire.parti-socialiste.fr/article.php3%3Fid\\_article=301.html](http://centenaire.parti-socialiste.fr/article.php3%3Fid_article=301.html)]

[7] [<http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/viewtopic.php?t=2271>]

[8] Journal national de France 3, mardi 27 mars 2007 : « Monsieur Sarkozy dit : « il faut une immigration choisie » c'est-à-dire qu'il reconnaît lui-même qu'il y a besoin que des immigrés vivent dans ce pays, et puis c'est vrai pour la majorité de l'Europe. C'est vrai que y'a un tas d'emplois que des parents français ont pas envie de voir faire à leurs enfants parce qu'ils leur ont fait faire des études pour avoir d'autres emplois et qu'heureusement, bien souvent, y'a des travailleurs immigrés sur les chaînes de montage automobile, pour faire les routes aujourd'hui, pour construire nos maisons. »

[9] Arlette Laguiller (encore elle !) sur France Info, mardi 27 mars 2007.

[10] « L'arène de France », mercredi 6 septembre 2006

[11] Pour plus de précisions, lire nos brochures « Anarchosyndicalisme et autonomie populaire » et « la FORA, organisation ouvrière anarchiste argentine »

[12] Voir la brochure des Jeunes Libertaires de Toulouse : « L'anarchie, utopie ou nécessité ? »

[13] Voir à ce sujet la brochure « Pour l'abstention », notamment des pages 9 à 12.

[14] « De Malatesta à Arlette Laguiller : un gouffre révélateur », *Ni Patrie Ni Frontière* numéro 1.

# LES ELECTIONS QUI ISOLENT DE LA POLITIQUE

## Le capitalisme : état des lieux

Alors que la croissance mondiale atteint 5% et que les échanges mondiaux (de marchandises) se sont accrus de 30% sur 3 ans, l'économie française se porte mal. Quelques chiffres : déficit record du solde de la balance commerciale de - 24,2% en 2005, explosion de la dette publique à 67% du PIB, pression fiscale qui augmente sur les ménages d'un côté et protège les nantis de l'autre à coup de cadeaux fiscaux (niches fiscales, emplois à domicile, droits de succession, fiscalités plus-values, baisse de l'impôt sur la fortune, stocks options et golden parachutes, ...), déficit public de 43 milliard prévu en 2007... La contre partie pour limiter ces déficits publics est l'élévation des impôts fonciers et de la taxe d'habitation, de la CSG, du CRDS, du forfait hospitalier, de l'acte médical à 1 euro et de 18 euros sur acte de plus de 91 euros, augmentation de l'énergie et des tarifs publics, etc., sans oublier la journée gratuite du travail du lundi de pentecôte.

Selon le gouvernement, le chômage serait passé de plus de 3 millions de « demandeurs d'emploi » en 1997 à 2,4 millions en 2006. Mais si l'on tient compte des emplois aidés du gouvernement (610 000 en 2006, autant de cadeaux au patronat pour toujours plus de précarité) et ce que les experts nomment pudiquement « des manipulations comptables » (en fait les radiations en cascades suite aux nouveaux dispositifs de chasse aux chômeurs), le chômage a peu reculé. D'après le Bureau International du Travail (BIT), le chômage réel en France, calculé en équivalent « temps plein », était de 5,7 millions en 1996 et plus de 5,8 en 2005. Pourtant par le jeu naturel de la démographie, il y a eu sur cette période plus de départs en retraite que d'entrées sur le marché du travail. Et ce phénomène va s'accroître à l'avenir : ainsi c'est 150 000 chômeurs en moins par an qui sont attendus jusqu'en 2016, puis 250 000 ensuite. A l'avenir la machine capitaliste risque même de manquer de bras et de cerveaux !

Part contre, ce qui n'a pas diminué mais au contraire a littéralement explosé ces 30 dernières années, c'est la pauvreté. 5 millions de personnes vivent sous le seuil « officiel » de la pauvreté (dont les RMistes, passés de 1 millions en 97 à 1,3 millions de RMistes en 2006). Il y a autant de travailleurs paupérisés et la cohorte de problèmes qui va avec (logement, santé, nourriture, etc.). Les couches moyennes subissent également une érosion de leur niveau de vie. Parallèlement, les bénéficiaires tant boursiers que ceux des entreprises et les inégalités de revenus n'ont jamais été aussi élevés. Pas une semaine sans que n'éclate un nouveau scandale d'un patron parti avec un golden parachute de plusieurs millions d'euros !

L'économie capitaliste de type fordiste s'est massifiée et mondialisée et les problèmes ont suivi. La condition salariale des pays dits développés, sous l'effet du jeu

de voitures et de mobilier urbain. A Roubaix, les pompiers ont dû intervenir également une vingtaine de fois pour des feux de mobilier urbain ou de véhicules. A Caen, le plus fort de la manifestation regroupa 2 000 personnes. Des slogans tels que : "Résistance !" ou "Sarko facho, le peuple aura ta peau !" et d'autres... La manifestation se termina par une mini-émeute dans le centre ville. En région parisienne, alors que les médias se sont focalisés sur la Bastille - haut lieu de rassemblement de la gauche - des gens ont manifesté leur colère dans plusieurs villes de banlieue : à Sevran, au Blanc-Mesnil, à Aulnay-sous-Bois, à Villepinte ou encore aux Mureaux, à Argenteuil ou à Cergy. Plusieurs véhicules furent incendiés à Rueil-Malmaison et à Nanterre, dans le département du président fraîchement élu. Enfin, Bordeaux, Strasbourg, Montpellier ne furent pas en reste... Tout citer deviendrait fastidieux. En tout cas, selon le nouveau baromètre médiatico-politique, le nombre de voitures brûlées a dépassé la normale : la soirée a été chaude !

Bien sûr, l'ensemble de la classe politique a condamné ces "violences" et celles des jours qui ont suivi (pour Toulouse essentiellement dans les quartiers populaires) comme étant des atteintes au suffrage universel. Encore une fois ils n'ont pas voulu voir que ces manifestations sortaient des tripes, ne répondaient à aucun mot d'ordre, qu'elles n'étaient encadrées par aucune organisation, fut-elle anarchiste. Comme l'écrivait un compagnon de Caen, il y a plusieurs choses intéressantes dans ces manifestations : la fête de l'UMP a été gâchée ; de nombreux individus n'ont pas voulu entendre les sempiternels discours de la gauche et de la gauche de la gauche ; un sentiment diffus du rejet du système s'est manifesté. Ces réactions spontanées, même si elles sont encore sporadiques, sont encourageantes pour l'avenir, car elles sont le signe qu'une partie de la population refuse de se résigner au pire malgré le discours citoyen rabâché à longueur de journée par les médias ou dans les écoles... Ce type de mouvement - comme celui des banlieues, du CPE, d'Airbus à St Nazaire, Nantes, Toulouse... - à la fois spontané et homogène, peut laisser espérer qu'un processus profond de lutte sociale, fait de hauts et de bas, de périodes de découragement et d'autres d'emballement, est inéluctablement engagé en France. Les Assemblées populaires, apparues à cette occasion, en sont une des expressions.

## NOTRE REVOLTE SERA PLUS FORTE QUE LEUR VICTOIRE

### Une version réductionniste du "6 mai" qui n'est pas innocente

L'idéologie dominante, qui s'exprime par la voix du personnel politique et médiatique, a unanimement minoré les rassemblements du 6 mai au soir et ceux des

'*personnalisation*' est un processus à l'œuvre dans nos sociétés modernes, lire G. Lipovetsky, « L'ère du vide, essais sur l'individualisme contemporain. », Folio Essais, 1979.

## UNE SOIREE ELECTORALE PEU ORDINAIRE

Dimanche 6 mai, 19h40 à la Reynerie (Toulouse) : 20 minutes avant la proclamation des résultats des élections, rue de Kiev, deux voitures sont incendiées. Il est vrai que des policiers n'avaient pas attendu l'heure officielle pour fêter l'élection de leur ancien patron en paradant dans le quartier avec des affiches de ce dernier, en ponctuant leur passage devant les habitants du quartier de "gestes amicaux" (bras d'honneur et autres gestes de bon goût).

Cet incendie n'allait pas rester isolé. Toute la soirée, des manifestations spontanées allaient éclater dans plusieurs villes de France. A Toulouse-centre, 1 500 à 3 000 personnes, rassemblées au Capitole, après avoir brûlé des drapeaux tricolores décrochés du fronton de la mairie par quelques alpinistes iconoclastes, décidèrent d'aller dire aux suppôts du nouveau pouvoir tout le bien qu'ils pensaient d'eux. Le cortège fut stoppé peu avant le local de l'UMP sur les allées Jean Jaurès où les premières barricades apparurent. Jusque tard dans la nuit, plusieurs centaines de manifestants s'affrontèrent avec la police, et quelques vitrines de banques eurent à souffrir du passage d'un cortège qui su rester longtemps soudé malgré les lacrymogènes. Mais le centre ville ne fut pas le seul lieu à connaître ce que les médias appellent "des incidents". Ils n'ont d'ailleurs relaté que fort tard ces événements (il ne fallait pas gâcher la fête officielle !) alors que dans la plupart des quartiers de la ville rose, des révoltés ont laissé éclater leur colère à en donner le tournis aux hélicoptères de la gendarmerie et aux camions de pompiers : affrontements avec la police à 20 h 30 à la Reynerie alors qu'au même moment des voitures en feu étaient signalées à Empalot, dans le quartier de la Gloire et rue du Lot (quartier Bagatelle). Lorsque le calme fut revenu à 21 heures à la Reynerie, ce fut au tour du quartier voisin de Bellefontaine de connaître des "incidents". Deux voitures appartenant à des personnes gérant le bureau de vote ont été incendiées dans la cour de l'école du Recteur Dottin.

Dans les autres villes de France, des situations d'émeutes comparables ont eu lieu : A Lyon, 3 000 personnes ont sillonné les rues du centre-ville et les CRS ont mis plus d'une heure pour récupérer le contrôle de la place. A Lille, quelques centaines de manifestants se sont rassemblés en début de soirée sur la Grand-Place aux cris de "Sarko facho, le peuple aura ta peau". Les manifestants firent face à des policiers et il y eut quelques jets de canettes et de poubelles. Dans le quartier populaire de Lille-Sud, les pompiers effectuèrent une vingtaine d'interventions essentiellement pour des feux

concurrentiel de la valeur de la force de travail n'a cessé de se dégrader : précarisation, pénibilité au travail, allongement des annuités pour la retraite, etc. Cela va se poursuivre vu la crise structurelle du système et de ses contradictions : crise énergétique (épuisement du pétrole, développement du nucléaire, épuisement des matières premières), crise écologique (pollutions de l'air, de l'eau, réchauffement climatique, dissémination nucléaire), crises sanitaires (OGM, cancers, épidémies : vache folle grippe aviaire), crises sociales liées à la mise en compétition des travailleurs entre eux au niveau mondial. Pour conserver leurs marchés et leurs approvisionnements, contrôler les flux migratoires, mater leurs opposants, les États deviennent de plus en plus agressifs. Les conflits armés vont se multiplier et l'impérialisme sera décomplexé. Les populations (y compris celles des États dits « développés ») sont soumises à des logiques liberticides grâce au triomphe de la bio-politique, via la biométrie, vidéo surveillance. La soi-disant « lutte anti-terroriste », permettant en fait le fichage des populations (patriot-act aux USA et ses copies conformes en France les lois de Sécurité Quotidienne et loi dite de Prévention de la Délinquance) a de beaux jours devant elle. Les nouvelles technologies donnent à la police - et donc à l'État - des pouvoirs de contrainte jamais égalés.

Le formatage comportemental réactionnaire tente de faire culpabiliser l'individu et d'exiger de lui une obéissance aveugle de type « bête et discipliné ». Nul ne doit s'interroger sur la nature véritable du système en place. L'idéologie de la bourgeoisie triomphe : le chacun pour soi afin d'accéder au mirage de la réussite sociale ; et l'intériorisation des rapports d'exploitation et d'oppression conditionnent les consciences. Les valeurs originelles du socialisme (la Liberté, l'Egalité, la Fraternité, la Justice et la Solidarité) seraient aujourd'hui de vaines illusions passéistes et infantiles. Résultat : la personne humaine est elle-même devenue une marchandise dans les rapports de production/consommateur. Ce processus de réification nous réduit à des éléments comptables (dépense, recette, balance commerciale, pouvoir d'achat, PIB, etc.). L'être humain se retrouve de fait sans éthique donnant un sens à sa vie. Il se voit privé de bonheur et acculturé. Les violences multiples s'avèrent du coup notre lot quotidien et il en résulte de la souffrance, du mal être, dont la continuité peut entraîner un devenir pathologique chez certains.

### Élections partout : démocratie nulle part

Ces élections présidentielles n'annoncent aucun changement dans ce tableau. La droite continuera ses attaques et la gauche déclamera ses grands principes abstraits. Nous constatons que les gouvernements successifs, de droite et de gauche en passant par les coalitions, font tous des choix identiques, tant ces nantis n'ont qu'un but : sauver leurs privilèges. Juste un exemple : les indemnités des ministres et des élus et parlementaires : un maire jusqu'à 5165 euros, le premier adjoint jusqu'à 2582 euros, un conseiller régional jusqu'à 3615 euros, un ministre plus de 10 000 euros. Et ce sans compter les petits avantages en nature ... Le canard enchaîné a d'ailleurs révélé récemment que dans les cinq dernières années, les salaires des élus avaient augmenté de

plus de 10%. On aurait aimé que ce soit pareil pour les salaires, les retraites et les minimums sociaux ...

Mais il existe d'autres sources de financement pour les partis politiques : certes il y a les dons, notoirement insuffisants (et qui ont surtout pour intérêt de faire bénéficier aux « généreux donateurs » de substantielles réductions d'impôts : 4500 euros pour chaque élection et 7500 euros aux partis par année). Mais surtout, il ne faut pas oublier que chaque voix exprimée rapporte 1,70 euros au candidat. Et que les frais de campagne sont intégralement remboursés pour les partis qui dépassant les 5% des suffrages exprimés.

Les syndicats aussi n'échappent pas à cette règle ; eux aussi vivent de dons, d'indemnités et de subventions puisqu'ils siègent dans les instances paritaires (ce partenariat de la cogestion). C'est ainsi que des sommes colossales sont en jeu, mais jamais d'informations à ce sujet au JT ou ailleurs ....

En fait, les élus ne font pas œuvres d'intérêt public parce qu'ils se rattachent à la technocratie et monnaient chèrement leur présence. La république, dont l'étymologie nous renvoie à la chose publique, a été dénaturée par les politiciens : ils l'ont privatisé. Il en va de même avec l'idée de « Démocratie », « pouvoir pour et par le peuple », que ces technocrates, dans de fictifs et pédants débats, ont rendu incompréhensible pour le « citoyen-électeur ». A contrario, ils passent outre (référendum sur l'Europe). Sénat, chambre des députés, collectivités territoriales en tout genre (conseil régional, conseil général, municipalités), comité d'entreprise ou économique et social, conseils en tout genre... ces structures dans lesquelles les élus et les représentants siègent, afin d'élaborer les choix politiques et l'administration de la société, sont autant de parlements qui tirent leur légitimité d'élections qu'on nous fait passer pour de la démocratie. Pourtant son absence est flagrante : on n'y retrouve sociologiquement que les bourgeois et les chefferies issues des partis et syndicats. Tout ce beau monde ne vise qu'à protéger ses intérêts et à perpétuer ce système inégalitaire, hiérarchisé, exploiteur, etc.

L'individu lambda a peu de chance d'être élu vu son manque de moyens logistiques et surtout d'appui financier ..., sa méconnaissance des règles électorales et l'obstruction des partis politiques (les 500 parrainages par exemple). S'il obtient d'aventure un mandat au sein d'une de ces structures et qu'il en prend le contrôle (maire d'une commune par exemple), il ne fera aucun doute qu'une coalition se formera et ordonnera aussitôt son isolement par toutes les autres structures qu'il ne régit pas : intercommunalité, département, région, État, Europe, etc. La justice et le fisc seraient également mobilisés, sans oublier l'utilisation de l'intimidation et de la calomnie qui s'avèreront des armes redoutables pour détruire sur tous les aspects notre doux rêveur. Au pire, ce dernier finira comme tous ceux qu'il prétendait dénoncer la veille, en intégrant les us et coutumes de cette mécanique institutionnelle. Celle-ci ne se laisse pas faire sans réagir.

Mais les institutions possèdent aussi la capacité de se détacher et de s'autonomiser du reste de la société, et de se pérenniser par un recrutement dans les hautes

candidats sont des membres de sectes diverses comme celle de l'ordre du temple solaire... Cela traduit l'état de décomposition de notre société où 1% des électeurs sont prêts à accorder leurs voix à n'importe quelle secte mystique venue de nulle part (on se rappelle de la candidature du *Parti de la Loi Naturelle* défenseur du *vol yogique* lors des élections européennes).

En revanche, la stratégie « pédagogue » des partis d'extrême-gauche est moins évidente [2].

Aussi A. Laguiller affirme dans le même temps lors de la dernière campagne des législatives que le vote est « *un chiffon de papier* » et que voter pour L.O serait un gage de faire grève dès les premières mesures contre les travailleurs. Quant à la LCR, le discours de O. Besancenot revient à dire que le parlementarisme est compatible avec un changement de société [3].

Il faut aussi prendre en compte la part importante de l'abstention. A ces dernières législatives, la moyenne nationale a été de 40%. Certains quartiers populaires ont même totalisé largement plus de 50% d'abstention. C'est dire le discrédit et/ou le désintéressement portés à la politique. Comment s'en étonner alors que depuis des décennies, la politique fait dans le spectacle et le show business (émissions politiques questions/ réponses, politique people avec son lot de démagogie et d'artifice...). Elle est devenue une offre de consommation parmi d'autres, mais se révèle à chaque fois une arnaque.

Ce qui a été frappant à cette dernière élection présidentielle a été la personnalisation [4] du vote : on culpabilise individuellement l'électeur ou l'abstentionniste, mais on déresponsabilise la population sous couvert de 'démocratie', laissant place au fatalisme, à la résignation voire au nihilisme.

D'après nos représentants, nos journalistes, nos économistes etc..., un dépassement du système économique et politique en place serait de toute façon impensable, seule resterait possible la négociation « concertée » de la régression sociale. Le moyen de s'opposer à la marchandisation globale ne peut décidément pas résider dans la morgue 'démocratique'. Combattre l'isolement, la vision d'un ennemi imaginaire (le voisin, l'« immigré »...), peut faire notre force à condition de sortir de l'individualisme quotidien et de la valorisation marchande.

CNT-AIT Paris Nord

[1] 1 Loi votée en catimini à l'assemblée nationale le 1er/02/07 à l'unanimité (UMP, UDF, PS, PCF), voir *Le Canard Enchaîné*, 7 février 2007. [2] 2 Lire à ce propos « LO, la LCR et les élections : la longue marche de l'opportunisme (1976-1988) », feuilleton en 3 épisodes, articles et tracts de *Combat communiste* recueillis par Ni Patrie Ni Frontière, <http://www.mondialisme.org>, in rubriques « articles utiles ». [3] 3 cf. premier film de campagne officiel pour les législatives <http://www.radio-rouge.org/index.php/Legislatives-2007/p4> [4] 4 Pour comprendre comment la

## RETOUR SUR LES PRESIDENTIELLES ET LES LEGISLATIVES

On aurait pu penser que la situation post-électorale que nous vivons, aurait vu émerger une mobilisation importante à la 'hauteur' du matraquage médiatique quotidien distillé pendant toute la campagne présidentielle. Celui-ci avait d'ailleurs commencé bien avant, avec la propagande d'incitation à s'inscrire sur les listes électorales. Pourtant, depuis l'élection de Sarko, des révoltes et rassemblements spontanés se sont fait jour dans plusieurs villes mais sans perspectives réelles pour le moment : l'attentisme est à l'ordre du jour.

Tandis que la droite se félicite et se pâme de toute-puissance, la gauche en pleine décomposition en est réduite à quelques gesticulations moribondes : certains quittent même ses rangs pour rejoindre le gouvernement d'un homme qu'ils estimaient « dangereux » avant le résultat du second tour des présidentielles ; et l'apathie règne jusqu'à l'extrême-gauche.

Les effets de rabattage aux urnes de la part de toutes les organisations de gauche et d'extrême-gauche peuvent expliquer *une partie* de la démoralisation : en effet quelle peut être leur réponse à un scrutin '*démocratique*' quand une partie de leurs préoccupations se centre sur l'électoratisme ? En toute logique, la critique de la 'démocratie' les prendrait à leur propre piège, les pousserait à remettre en cause leur propre fonds de commerce, le fait de chercher des strapontins électoraux, les jeux d'appareils etc.

On peut néanmoins attaquer la '*légitimité*' toute relative de ce scrutin sur quelques points. Quand il ressort de la bouche d'un des chefs de l'UMP que « *ce n'est pas la rue qui gouverne* », comment peut-on croire une seconde que le système de représentation actuel *est* démocratique ? Dans un fonctionnement démocratique, rendre des comptes de la part des élus serait la condition de base pour que ce système puisse être crédible. Or, jamais n'est posée la question de la révocabilité des mandats.

D'abord, cette accession à la '*légitimité démocratique*' et à la caste dirigeante est chargée de verrous, elle n'est ouverte la plupart du temps qu'à une clique d'énarques et/ou de carriéristes. Ajoutons qu'un mandat de député rapporte à celui-ci 6.952 euros bruts -5.178 euros nets- par mois. A l'issue de son mandat, il touchera une allocation chômage du même montant pendant cinq ans, puis il bénéficiera d'une rente à vie de 1135 euros, soit 20% de son traitement [1].

De plus, la manne financière liée au nombre de voix est suffisamment intéressante - 1,66 euros par voix à condition de dépasser les 1% de voix dans au moins cinquante circonscriptions -, pour que certains individus prennent le risque de se lancer dans le jeu électoral. L'inflation des candidatures a été surprenante. Petits et nouveaux partis ont alors fleuri étrangement en cette période des législatives : rien que trois chapelles différentes écolos dont une qui avait fait parler d'elle avec Francis Lalanne, des partis inconnus au bataillon comme *La France en Action* dont certains

écoles, entretenant ainsi le népotisme. Or, l'histoire nous enseigne que cette machinerie ne se change pas de l'intérieur. C'est la foule la contestant qui l'abolit pour en ériger le plus souvent une nouvelle de l'extérieur. On appelle ce processus un changement de régime ou de république. Et dans certains contextes ce processus extérieur peut même se poursuivre jusqu'à l'éclosion d'une dynamique révolutionnaire : Russie 1917, Allemagne 1918-19, Italie 1920, Espagne 1936-39, Hongrie 1956... et l'espoir est là.

### Contre la résignation : résistance populaire autonome

Nous devons rompre avec l'isolement, l'atonie, afin d'échafauder sur nos lieux de travail et d'habitation une multitude de comités de lutte. Exigeons dès maintenant des droits de qualité pour tous, fondés sur l'accès au transport, au logement, à la nourriture, à la santé, etc. Finissons en avec cette idéologie oppressive qu'est le capitalisme et ses dérivés, engendrant misère, indigence et sauvagerie...

Faisons fonctionner ces comités de lutte selon les principes suivants : un individu égal une voix, rotation des tâches, mandatés révocables... et plaçons-les en dehors de la machinerie institutionnelle. Agissons pour qu'ils se développent, se massifient et se fédèrent horizontalement et qu'ils deviennent des réseaux fortifiés, ne se limitant pas qu'à endiguer l'attaque du système.

Les anarchosyndicalistes appellent tout cela la résistance populaire autonome basée sur la démocratie directe. La résistance populaire autonome utilise l'action directe qui se manifeste sous plusieurs aspects : occupation, boycottage, autoréduction, manifestation sauvage, etc. ; l'action directe va de pair avec la désobéissance civile. Le but des anarcho-syndicalistes est que la résistance populaire autonome parvienne à défaire ce système pour le changer par un autre plus juste, égalitaire et pacifique.

Nos aïeux, des sans-culottes aux communards tentèrent cette expérience, jusqu'à nos aînés de 1936 et 1968, qui usèrent de la grève générale si chère aux anarcho-syndicalistes ; le mouvement de lutte contre la précarité (CPE/CNE) l'a remis en prémisses.

### Un totalitarisme en cache un autre

Afin de pousser aux urnes, les politiciens pointent du doigt l'extrême droite, le spectre réactionnaire ; si cela n'est pas à ignorer ni sous-estimer, un certain nombre de controverses ne doivent pas être occultées. Le parlementarisme est compatible avec la dictature ; il a déjà accouché du totalitarisme (les nationaux-socialistes remportèrent les élections allemandes de 1933, divers groupes fascistes dans le monde sont dans des coalitions gouvernementales, etc.). Que dire de ce paradoxe : proscrire le front national ou le priver d'une représentation électorale, ce qui constitue une atteinte au suffrage universel. Suivant cette logique, nos politiciens prétendus démocrates pourraient déclarer hors la loi tous les groupements idéologiques qui les dérangeraient.

Mais ce débat est déjà largement dépassé : l'interdiction du front-national n'est plus un problème. Le Pen a gagné d'emblée tactiquement et idéologiquement, car la droite et la gauche jouent désormais sur son terrain de prédilection (sécurité, immi-

gration, fiscalité, famille, etc.). Elles ont aussi accompagné des mesures anti-sociales essentielles à la survie du capitalisme, c'est là-dessus que poussent les fleures vénéneuses du front-national. Celui-ci fera la même politique mais en plus musclée. Soyons clairs ! Le vote anti-front-national servira de caution aux attaques du prochain gouvernement par ce chantage « c'est nous ou le front-national ». La fixation sur ce dernier évite la critique d'un autre totalitarisme qui est celui de ce système (violence, exclusion, exploitation, oppression, etc.).

Cela est plus subtil et difficile à saisir, parce qu'ayant normé, discipliné, soumis et assujéti l'individu à l'acceptation du cadre actuel. Le pouvoir n'a pas besoin pour le moment de recourir à une violence massive et directe de l'appareil d'État (justice, armée, police). Cette acceptation généralisée de l'idéologie dominante et de sa machinerie institutionnelle fait que nous pourrions même parler de l'avènement d'un post-totalitarisme. La droite décrie le front-national tout en l'ayant utilisé dans un calcul cynique qui obligea la gauche, la LCR et les altermondialistes à voter Chirac pour valiser Sarkozy au final. En cas d'un duel Sarkozy/Le Pen, voteront-ils Sarkozy, dont ils dénoncent les positions, ou ironie de l'histoire, reprenant la position de la CNT-AIT, appelleront-ils à l'abstention et à la grève générale ?

La gauche espère un duel Le Pen/Royal assurant la victoire à madame. Ils prétendent tous barrer la route à Le Pen mais cela ne les empêche pas de multiplier les candidatures, quitte à éliminer les chefs de leur camp tant il leur faut exister et négocier les ralliements du deuxième tour. Surtout si aux législatives, suivant le résultat, une coalition gouvernementale UDF, PS, Vert se crée, jetant l'UMP, et la gauche de la gauche en dehors des sphères du pouvoir.

La bourgeoisie n'a aucune utilité du front-national pour exercer son autorité et son pouvoir. L'État y pourvoit suffisamment et à défaut la droite avec ou sans l'extrême droite saura mettre un terme à la subversion. Le cadre légal existe déjà : savez-vous électeurs que l'article 16 permet la dissolution de l'assemblée nationale et les pleins pouvoirs au président de la république en cas de troubles à l'ordre public et que les ordonnances de 1959 programment une militarisation de la société publique (le couvre-feu pendant les révoltes de 2005 a servi de test général à ce dispositif ...). La bourgeoisie a donc prévu d'écraser légalement la population si elle venait à s'insoumettre à ses fariboles démocratiques.

Quant à la gauche, elle n'est pas en reste (Gustav Noske main dans la main avec les corps francs pour réprimer les spartakistes en 1919, abandon des antifascistes espagnols en 1936-39 sous couvert de neutralité du gouvernement Blum, les 170 députés de la Chambre du Front Populaire (SFIO) votant l'investiture de Pétain en 1940, etc.) ... Non, la gauche n'a pas de leçons d'antifascisme à nous donner.

pendant ces cinq dernières années, la machinerie institutionnelle a martelé l'idée à l'électeur qu'il devait participer absolument sous peine de voir s'effondrer le système. C'est une hantise du vide (et de ses conséquences) qui s'est installée et les politiciens peuvent la doser à leur gré.

### **La nasse du 21 avril se referme : TSS (tout sauf sarcopte)**

Dame Royal et ses stratèges utilisent la peur objective véhiculée par le sarcopte. Nous aurons donc le « *Tout sauf sarcopte* » variante du « *Tout sauf Le Pen* ». De nouveau, l'usage des élections sera une impasse. Ce que certains appellent « *les ouvriers* » ou « *les prolétaires* » ne représentent qu'environ 40% à 45% du corps électoral<sup>[1]</sup>, ils ne peuvent constituer une majorité. Il leur faut l'appui du centre. Or, celui-ci est composé de la classe moyenne qui, apeurée par l'évolution du capitalisme, croit préserver son statut en limitant les dérives de la contre-révolution néo-libérale. Elle ne veut pas d'une rupture de fond. L'électeur de gauche devra abandonner ses illusions électorales pour sceller une alliance au centre. La gauche de la gauche souhaitait incarner un autre monde et la critique du social-libéralisme du PS. Elle a renoncé en se ralliant à Dame Royal, transformée en égérie républicano-socialiste. La gauche de la gauche n'a fait que se dédire. Elle a capitulé pour démontrer une fois de plus son impuissance.

### **Entrevoir un champ du possible et capter un devenir**

Les anarchosindicalistes, conscients qu'il n'existe pas de victoire politique sans une victoire idéologique, doivent continuer à divulguer l'idée du communisme-libertaire et ainsi dire que l'enjeu véritable est l'affrontement direct contre le capitalisme et l'État. Il ne peut y avoir de compromission et d'intégration à la machinerie institutionnelle, car la logique du capitalisme ne va pas s'arrêter : licenciements, dégradations des conditions d'existence, conflits armés, catastrophes écologiques, etc. Elle sera encore le lot quotidien. A travers leur implication dans les luttes, les anarchosindicalistes se doivent de participer à l'émergence d'autres valeurs telles que : la capacité d'agir soi-même sans attendre le consentement d'une hypothétique majorité d'opinion, le développement d'un projet rupturiste, la solidarité et la fédération des luttes, etc. C'est-à-dire ce que nous appelons l'autonomie et la résistance populaire. A défaut de victoire électorale, les exploités et les opprimés ont des armes très efficaces : le coulage, le sabotage ... et surtout la grève générale. D'après les anarchosindicalistes, les moyens et les fins sont insécables. Sans nul doute, le moyen le plus sûr est d'abattre ici et maintenant ce vieux monde spectaculaire, sans dieu, ni maître !

Paul Anton, avril 2007.

<sup>[1]</sup> (Cahier 42 : Lectures Subversives – Les néo-réformistes, éternels défenseurs des institutions)

frontières politiques entre tous ces camps sont poreuses et que les frontières idéologiques sont perméables. Ceci a favorisé une brèche pour que la LCR puisse devenir la principale force de la gauche de la gauche avec seulement 4,08%. De toute façon, la gauche et la gauche de la gauche c'est 34,87%.

Ne nous laissons pas illusionner par le score du Rastignac de Neuilly. Ce personnage a joué sur les tensions et le passionnel pour mieux diviser les couches fragilisées : le smicard contre le rmiste et le fonctionnaire, l'ouvrier métropolitain contre celui d'origine africaine, etc. Son plan de guerre consistait également à vampiriser le Front National par un hold-up idéologique. En fait, la droite de sarcopte a opéré un glissement idéologique sans complexe. Les stratèges de sarcopte savent qu'une bataille nécessite la hargne et la témérité. Ces dernières ont fait défaut à un Le Pen vieilli et réduit à un score de 10,44%. Mais le danger n'a pas disparu. Ce serait complètement oublier que le sarcopte (du haut de ses 31,8%) se prépare à donner tous les moyens à la bourgeoisie pour plus d'exploitation. Un spectre hante dorénavant ce pays : la contre-révolution néo-libérale d'inspiration thatchérienne. Reste le béarnais : franc, tireur et partisan d'une révolution orange ? Il s'est présenté comme celui qui entendait dépasser le fameux clivage "gauche et droite". Il a compris qu'il était plutôt préférable de couper l'herbe sous le pied au Front National en jouant sur l'anti-système avec son ton professoral apaisant. Cela a bien marché. Le béarnais a placé son appareil en troisième position avec 18,57%. Son problème est qu'il ne peut pas trop tirer sur sa droite ou sur sa gauche. Sinon, il perd une partie de sa base électorale et de son bloc de députés dans les deux cas. Que c'est compliqué l'exercice du pouvoir !

Une recomposition (que nous présentions) s'est annoncée avec une remise sur pied de l'incertain et de son jeu des probabilités. Ainsi, dimanche soir, des fidèles de Dame Royal n'ont pas perdu de temps pour lancer des offres au Béarnais sur le plateau de France 2. Les tractations ont déjà commencé. Elles ne vont pas s'arrêter en si bon chemin, vu le casse-tête éventuel des triangulaires. L'obtention d'une députation pour les appareils est à ce prix. Cependant, Dame Royal est prise en tenaille entre le centre et ce qui reste de la gauche de la gauche. Ce constat s'applique aussi au sarcopte qui doit compter avec le centre et le Front National. Ce qui laisse dire qu'il y a des victoires à la Pyrrhus.

Ce scrutin a été marqué par un net recul des abstentionnistes. Un journal a même évoqué un noyau dur de l'abstention (16,23%) qui se composerait essentiellement de chômeurs, d'employés et d'ouvriers contre une petite fraction d'artisans et de commerçants. Ceci s'explique par ces deux choses : le matraquage audiovisuel a créé une sorte de « *panoptique psychologique* » où chacun s'est senti épié insidieusement par autrui ; les injonctions pseudo citoyennes (il faut voter, par exemple), qui ramènent le fait démocratique uniquement à l'ordre procédurier du vote et au truchement numérique, passent sous silence l'ensemble du corpus donnant sens à la démocratie. D'autre part, ce dimanche 22 avril n'a pas été le premier tour des élections présidentielles de 2007. Il n'a été que le troisième tour de 2002. En effet,

## **L'espoir n'est pas dans l'isoloir mais dans l'abstention : désertons**

Ils aiment tous dénigrer les abstentionnistes qu'ils considèrent comme des beaufs, des incultes et des décérébrés. La logique du parlementarisme fait qu'élire, déléguer son engagement puis ne rien faire pour être ensuite silencieux et amorphe devient la quintessence de la citoyenneté. La réalité contredit cela puisque beaucoup d'abstentionnistes s'activent dans l'associatif, le syndicalisme de lutte et les conflits sociaux. L'abstentionnisme actif exprime clairement un désaveu et un rejet de la machinerie institutionnelle. Cet acte politique recueille un écho grandissant y compris chez l'électeur désappointé et sans illusion sur le vote.

Les innombrables méfaits du système ne seront pas enrayés par les isolements qui isolent de la politique. Pour les anarchosindicalistes, la dynamique de la résistance populaire autonome peut, en dehors et contre le système institutionnel et ses multiples rouages, ouvrir la voie aux perspectives révolutionnaires dont nous avons tous besoin.

CNT-AIT Caen

## **L'ALTERNANCE GAUCHE/DROITE :**

### **il faut bien que ça serve à quelque chose...**

L'objet de ce texte n'est pas de dresser une énième liste des méfaits des pouvoirs successifs de gauche ou de droite, mais plutôt la mise en lumière du bénéfice que peut tirer le capitalisme des alternances politiques.

En effet, ne sortiront vainqueurs du futur scrutin présidentiel que le chef de l'Etat fraîchement élu... et le capitalisme. Ce dernier, sorte d'hydre polycéphale, se satisfait de la social-démocratie comme du conservatisme ; mieux encore, la succession de ces deux options politiques au pouvoir lui permet une relative stabilité (aussi bien dans son fonctionnement propre que dans la gestion du mécontentement qu'il génère). La gauche et la droite ont des positions divergentes mais non contradictoires à propos des taux de pressurage, de redistribution, des échanges... Il en sort néanmoins un lieu commun : la défense des intérêts de la classe possédantes et du système d'exploitation de l'homme par l'homme. Voyons maintenant quelles sont les tâches distinctes des gouvernements « conservateurs » et « progressistes » dans la pérennisation du système.

Le rôle de la droite est d'être utilisée comme le bras politique de la bourgeoisie. C'est elle qui couche sur papier (et de manière très légale !) les aspirations à plus de libéralisme, d'exploitation, de plus-value... et par là même contente les confrères de classe. La droite attaque frontalement et sans complexe le droit du travail, les libertés individuelles et collectives, etc (elle nous l'a montré récemment). En tant que servante d'une certaine frange de la population, elle ne s'encombre pas d'un

pseudo « intérêt général » souvent invoqué par la gauche et dévoile sans fausse pudeur ses muscles lorsque le patronat le lui ordonne. Bref, la droite fait preuve de brutalité et d'opiniâtreté : elle peut y aller franco selon les bons vouloir de la conjoncture économique, jusqu'à ce que la désapprobation populaire se fasse sentir.

Et c'est à ce moment précis que les « progressistes » arrivent à la rescousse du capital. Car la fonction de la gauche réside dans le fait de pacifier les tensions sociales occasionnées par les assauts de la droite. La bourgeoisie est donc prête à concéder une période de social-démocratie « policée et pragmatique » afin d'abreuver la plèbe de discours démagogiques et rassurants. Alors, on tente de nous faire croire à d'hypothétiques bricolages théoriques ayant chacun une importance salvatrice quant au sort des petites gens. Ainsi, pour reproduire le nouveau concept de la néo-gauche inoffensive qui incarne et défend un « capitalisme à visage humain », je répondrai que c'est un non-sens car le capitalisme a le visage des nantis, que cette même gauche contribue à servir. Qui plus est, les bourgeois ont investi les appareils de gôche (notamment celui du PS) et des lignes social-libérales coriaces font leur chemin sans pour autant que les porteurs de ces idées craignent une quelconque accusation pour hétérodoxie (n'était-ce pas déjà le cas à l'époque des TUC, CIP, emplois jeunes...). Ce moment de tromperie que constitue la gauche au pouvoir permet aux politiciens ventrus d'une droite obstinément anti-sociale d'échafauder les stratégies et les projets obscènes qu'ils nous imposeront une fois passée la prochaine élection suprême. Car, bien sûr, la « famille politique » au pouvoir récolte rarement les honneurs de la cité tandis que l'opposition fait ses choux gras des erreurs des dirigeants : perpétuant par là le mythe du « votez pour nous, on fera mieux ». Et ainsi de suite, retour à la case départ.

Mais ne nous y trompons pas : les partis de droite et de gauche n'ont pour fonction que de faire perdurer un système capitaliste inégalitaire et bestial. Malgré quelques petits désaccords de façade, ils sont liés par une ambition commune : servir le monstre dont seule la masse des opprimés pourra couper les sept têtes.

Rosa CNT-AIT Caen

## LE MORNE RIDEAU SPECTACULAIRE

Ce dimanche 22 avril, premier tour des élections présidentielles, le morne rideau spectaculaire est tombé comme un couperet, malgré une journée ensoleillée présageant le réchauffement climatique. Mais cela ne semblait guère éclairer le citoyen. Les Lumières seraient-elles éteintes au regard de la nouvelle cartographie électorale ?

## Petit rappel du 21 avril 2002

Huit candidats de gauche s'étaient présentés en ordre dispersé. Chacun pensait soumettre l'autre à ses fins. Le candidat socialiste était désavoué en ne réalisant que 16,18%. Les radicaux de gauche, les verts, le mouvement des citoyens et la gauche de la gauche obtenaient respectivement 2,33%, 5,25%, 5,33 et 10,44%. Soit un total global de 42,89% en y incluant le résultat du PC : 3,37%. A l'extrême droite, Le Pen réalisait un score de 16,86%. Il ôtait la vedette à Jospin par sa présence au second tour. Honni et injurié de tous, Chirac se hissait péniblement à 19,88%.

La gauche s'était elle-même sabordée par le refus d'une tactique fondée sur l'unité et le rassemblement de toutes ses troupes. Erreur fatale d'appréciation de la situation, du contexte et des circonstances, elle ne devait que s'en prendre à elle-même et à sa politique, ayant normalisé la précarité comme mode d'existence. Atteinte d'idiotie congénitale, la gauche avait cédé à l'hystérie collective fustigeant l'abstention qui représentait 28,40% du corps électoral de ce premier tour. Elle avait voulu barrer la route au Front National par tous les moyens, en se rangeant sans sourciller derrière Chirac, qui en a rêvé tout au long de son règne. Ainsi, la gauche l'avait fait comme une fille de joie, mais, croyant se vendre au plus offrant, elle n'a perçu aucune gratification. Quant à la gauche de la gauche, reniant la lutte des classes, elle n'avait pas appelé à la résistance, à la lutte sociale et à la grève générale. Elle lâchait le drapeau rouge dans les orties pour brandir le tricolore en s'en remettant à la machinerie institutionnelle et à la bourgeoisie. Elle clamait que c'était juste histoire de barrer la route au fascisme. Quasi destitué et justiciable, Chirac devenait la providence pour transcender le peuple, sauver la France, la République « *une et indivisible* » en étant élu à 82,21%. Bonne fille quand même, la bourgeoisie quêtait pour renflouer le PC et le « *Munich social* » était consommé.

## Nouvelle donne du 22 avril 2007

La gauche a su changer de tactique par un marchandage évitant la multiplication des listes dans son propre camp. Néanmoins, ça n'a pas été suffisant. Retranchée dans son domaine, Dame Royal est parue impassible et elle a déversé sa prose humaniste à la sauce petite bourgeoise, ce qui a entraîné un bouillonnement de joie et d'allégresse dans sa troupe électorale. La gauche de la gauche divisée et embourbée dans ces propres jeux d'appareils n'a atteint que 9%. L'impératrice du PC n'est même pas arrivée à dissimuler son émoi. Les traits brimés par le choc du dénouement de ce premier tour, elle s'est aperçue qu'elle n'était plus rien, mise à part « *la laitière et le pot au lait* ». Il ne lui reste plus qu'à méditer sur les monceaux de cadavres laissés par les dictatures des pays soi-disant communistes, soutenues par son parti jusqu'à la fin. Qu'elle aille relire Marx, Gramsci et les autres, pour comprendre ce qu'est réellement un positionnement de classe et ce qu'est la finalité du communisme, certainement pas de défendre le petit capital contre le gros capital. A ce sujet, qui nous a rétorqué que nous devons produire français ? Le PC, tiens donc ! Et ce n'est pas l'extrême droite, comme on aime à le penser. On oublie trop facilement que les